

## De la Provence sans Provençaux à la reconquête

par Julien Langella



La Provence est la région de France la plus défigurée par le tourisme de masse et l'afflux de *bobos* fortunés. Selon *l'Express* du 17/08/2008, plus de la moitié de la population provençale n'est pas née au pays (notons qu'une part grandissante de ceux qui y sont nés ne sont même pas Européens ; quant aux autres, ils ne sont pas pour autant conscients de vivre "en Provence"). Outre la proportion croissante d'étrangers aisés, il y a surtout un grand nombre de Français qui s'installent sur la "Côte d'Azur". Cet exode vers le Midi porte directement atteinte à l'identité provençale (et donc à l'équilibre tout entier de notre région). Car les nouveaux arrivants, quand leur départ n'est pas dû à une mutation professionnelle, recherchent la mer, le soleil et une certaine "douceur de vivre". Très peu d'entre eux font l'effort d'adopter les coutumes locales, de s'immerger dans notre culture, d'apprendre l'histoire de *l'Empèri dóu Soulèu* et de transmettre cet héritage à leur descendance. On ne saurait leur en vouloir quand leur départ est imposé par des impératifs économiques. Mais surtout parce que l'exemple vient d'en haut : le culte de "la-République-une-et-indivisible" a remplacé celui de nos patries charnelles qui, du Pays niçois à la Flandre, ont pourtant fait la France. La Provence se vide peu à peu... des Provençaux.

Les responsables de cette hémorragie ne sont pas à chercher bien loin : **c'est notre régime politique qui est en cause**. Mais pas tant la République elle-même que les Jacobins, la frange extrémiste des révolutionnaires de 1789 qui se sont hissés au pouvoir après avoir exterminé leurs rivaux Girondins. Dans leur volonté de trancher toutes les têtes qui dépassent, les Jacobins nous ont imposé la haine obsessionnelle de ce qui faisait l'unicité de la France : **la polyphonie culturelle de ses Provinces dont les peuples avaient chacun un peu d'Europe en eux** (la celtitude en Bretagne, la latinité en Provence, l'influence germanique en Alsace, ...) Déclarant la guerre aux patries charnelles, les Jacobins ont imposé à coups de trique l'enseignement du français à l'école (les tristements célèbres châtiments corporels imposés aux minots qui parlaient leur langue maternelle dans la cour de récréation), ils ont cherché à tuer nos provinces en créant les départements (sous-provinces administratives déconnectées de toute réalité historique) et ont confisqué nos libertés locales (indépendance fiscale, liberté de culte, assemblées locales, autonomie culturelle, ...) En même temps qu'à l'intérieur ils faisaient la guerre à nos Provinces de souche européenne, il n'est pas étonnant qu'à l'extérieur, les Jacobins partirent dès 1792 (jusqu'à Napoléon) en guerre contre l'Europe elle-même, jusqu'à la Russie, perpétrant en dehors de nos frontières les ravages du nationalisme révolutionnaire.

Le jacobinisme s'accompagne en 1804 du triomphe de la philosophie individualiste, issue des Lumières et consacrée par le Code civil napoléonien : au nom des "Droits l'Homme", les droits des Alsaciens, des Basques, des Provençaux et de tous les peuples de France sont bientôt bafoués.

**La société industrielle prend son essor et les distances entre les hommes se réduisent** via la modernisation des transports. Nos provinces, auparavant respectées (même sous les périodes d'Ancien Régime les plus sévères à leur égard), deviennent progressivement les vaches à lait de la capitale parisienne et les lieux de villégiature confortables des bourgeois aisés.

A la philosophie individualiste qui guide la main de l'Etat s'ajoute l'individualisme économique avec le développement d'un capitalisme qui sacrifie la santé et parfois la vie de nombreux travailleurs sur l'autel du profit en même temps qu'il défigure nos provinces et les plonge dans la misère. Pendant ce temps, la nouvelle "royauté" bourgeoise se pavane dans les salons mondains à Paris... On connaît la suite : c'est la Commune en 1871 et les révoltes des vigneron du Midi en 1907. Des pleurs et des morts en guise de conclusion.

Aujourd'hui, les prix de l'immobilier explosent partout en France. La Provence et le Pays Basque sont gravement touchés. La raison ? L'installation progressive d'étrangers fortunés dans les "déserts verts" qu'offre l'hexagone à celui qui veut gambader dans les hautes herbes alors que les enfants du pays, qui n'ont plus les moyens d'acheter sur "Leur" terre, sont contraints de s'exiler vers des contrées où élever une famille est moins coûteux. Des villes comme Aix-en-Provence sont particulièrement touchées : entre la bourgeoisie "parisianisée" du centre-ville ou les ghettos résidentiels pour riches et, d'autre part, les défavorisés des banlieues périphériques livrés à la violence des bandes, il n'y a plus d'intermédiaire, plus de classe moyenne. En témoigne le nombre important de ces commerçants qui exercent leur profession dans la ville du Roi René mais qui ont élu domicile dans ces petits villages aux alentours.

Le fossé se creuse entre les classes sociales : **nous passons de la mondialisation à la tiers-mondisation**. Devant l'inaction des pouvoirs publics et la spéculation acharnée d'individus peu scrupuleux, la violence, engendrée par le désespoir, renaît subitement : un attentat a touché une agence immobilière d'Anglet à côté de Bayonne, dans la nuit du 24 au 25 décembre. Et des inscriptions sans équivoques sur les murs : "*Le pays basque n'est pas à vendre*". C'était tristement prévisible : **toute identité humiliée est une identité radicalisée**. Et la crise n'est pas faite pour apaiser les tensions... Pour éviter la contagion terroriste (et l'époque y est propice, de l'ultra-gauche à l'islam) et parce que "*la France n'a aucun intérêt à ce que tous les Français se ressemblent*" comme le disait Frédéric Mistral au Cinquantenaire du Félibrige, il est temps de basculer vers une dose d'autonomie salutaire. Avant tout, ce sont les mentalités qu'il faut changer : **c'est l'acquisition de la "citoyenneté" qui doit ouvrir le droit à la propriété, et non l'inverse**.

L'adoption d'une réforme de grande ampleur assise sur ce socle de valeurs serait un retour salutaire à l'idéal républicain. Mais celui de Rome, pas le monstre de la Terreur, de Robespierre et de la guillotine. Car aujourd'hui, qui n'est pas enthousiasmé par ce que l'on a pris l'habitude d'appeler (avec un mépris inconscient) un "folklore régional" ? Qui n'est pas séduit par une polyphonie corse après 21h sur une chaîne du service public ? Qui n'est pas touché par ces démonstrations d'authenticité dont notre monde moderne, froid et désincarné manque cruellement ? Raisonnant dans leur cœur comme l'écho d'une identité millénaire, enfouille mais toujours vivace, les traditions provinciales jouissent d'une sympathie naturelle chez les Français. Car cette identité-là est senteurs, paysages et façon d'être ; elle est "palpable" et "concrète" : c'est pourquoi nous parlons de patries "charnelles".

Et parce que **les constructions politiques en faveur de l'autonomie sont vaines tant que les hommes ne sont pas intellectuellement autonomes** : la formation des esprits dès le plus jeune âge doit être considérée comme la priorité absolue en ce début de siècle nouveau.

Quant aux **mesures pratiques**, elles sont nombreuses : politique de décentralisation à l'image du modèle de "l'Etat régional" italien ou espagnol, enseignement obligatoire de la culture et de la langue du primaire au lycée, prime à la "sédentarité" ou à "l'enracinement" au lieu de la "prime au déménagement" préconisée par le rapport Attali, politique sévère de quotas sur la construction immobilière (avec une "loi littoral" pour les campagnes), préférence locale à l'emploi et au logement, défense prioritaire du petit commerce, fédéralisme fiscal, rationalisation des mutations professionnelles, etc. La décentralisation ne doit pas seulement être un moyen de rendre l'administration plus efficace ou d'accorder aux uns et aux autres une plus grande latitude dans l'entretien du "folklore" : la décentralisation, ou "régionalisation", est un outil qui vise à réduire les distances entre l'autorité publique et les citoyens afin de **gérer la Cité plus efficacement et avec un plus grand réalisme**. Il s'agit également d'élever l'esprit public en rapprochant la démocratie des électeurs. En ces temps de grisaille et de morosité, c'est une chance que les gouvernants ne peuvent pas laisser passer.

Quant à ceux qui craignent pour l'unité de la France, rappelons-leur avec pédagogie que **la France est l'addition de ses régions, tout comme l'Europe ne peut se faire qu'avec les nations** : aucun maillon de cette chaîne n'est négligeable et chacun a besoin de l'autre pour exister.

Des personnalités célèbres comme Jean-Marie Colombani, l'ancien directeur du journal *Le Monde*, ont plaidé en faveur de ce régime. Alors qu'attendons-nous pour faire entendre cette voix identitaire et sociale, la seule à même de répondre aux enjeux du siècle ?



*Recounquista – Les jeunes Identitaires de Provence*  
[www.recounquista.com](http://www.recounquista.com)